NOTE AU PUBLIC

RETOUR SUR LA VISITE DU PREMIER MINISTRE AUX EMIRATS ARABES UNIS ET SUR LA PRÉSENTATION DU PRES À LA DIASPORA À MILAN (ITALIE)





RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
PRIMATURE
BIC-GOUV
BUREAU D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT



ARRIVÉE DU PREMIER MINISTRE ET DE SA DÉLÉGATION À ABOU DABI

Le Premier ministre Ousmane SONKO et sa délégation sont arrivés, dimanche 7 septembre 2025, à Abou Dabi, aux Émirats arabes unis (EAU). Le Chef du Gouvernement a été chaleureusement accueilli par le ministre émirati chargé des Affaires africaines, Sheikh Shakhboot Al Nahyan, l'Ambassadeur des EAU à Dakar, S.E. Saeed Hamdan Al Naqbi et d'autres autorités.

RENCONTRE AVEC SHEIKH SHAKHBOOT AL NAHYAN, MINISTRE ÉMIRATI EN CHARGE DES AFFAIRES AFRICAINES

Le Chef du Gouvernement sénégalais a reçu, le mardi 9 septembre 2025, le ministre émirati chargé des Affaires africaines, Sheikh Shakhboot Al Nahyan. Les deux personnalités ont eu une séance de travail au cours de laquelle plusieurs aspects des relations bilatérales entre le Sénégal et les Émirats ont été abordés.



ENTRETIEN AVEC LE VICE-PRÉSIDENT DES EMIRATS ARABES UNIS



Le Premier ministre a été également reçu par le Vice-Président des Emirats arabes unis, Cheikh Mansour Bin Zayed Al Nahyan, mercredi, à Abu Dhabi. L'entretien entre le Chef du Gouvernement sénégalais et Cheikh Mansour Bin Zayed Al Nahyan s'est déroulé à la résidence de ce dernier.

Les discussions ont porté sur différents axes de coopération entre le Sénégal et les Emirats arabes unis. Cheikh Mansour Bin Zayed Al Nahyan, par ailleurs ministre des Affaires présidentielles, est aussi président de la Banque centrale et président de l'Autorité d'investissement des Emirats arabes unis.

Le Premier ministre, Ousmane SONKO, a ensuite enchaîné avec plusieurs audiences avec de hauts responsables de structures émiraties qui s'activent dans le domaine de l'Énergie, des Mines et des Infrastructures.

MOHAMMED SAÎF AL SUWAIDI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU FONDS D'ABU DHABI POUR LE DÉVELOPPEMENT

« Notre partenariat avec le Sénégal reflète un engagement commun en faveur d'une croissance économique durable ... »



Le Premier ministre Ousmane SONKO a reçu, le mercredi 10 septembre 2025, une délégation du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement dirigé par son Directeur général M. Mohammed Saif Al Suwaidi. Les échanges ont porté sur les axes stratégiques de la collaboration entre le Fonds et le Gouvernement du Sénégal, dans le contexte d'une nouvelle Vision.

« Notre partenariat avec le Sénégal reflète un engagement commun en faveur d'une croissance économique durable, de services renforcés et de réelles opportunités pour les populations », a magnifié, au terme de l'audience, Khalil Al Mansoori au nom de M. Al Suwaidi.

Directeur exécutif chargé du bureau des exportations, Khalil Al Mansoori a aussi rappelé que depuis 1978, ce Fonds souverain d'Abou Dhabi pour le développement constitue un partenaire stratégique du Sénégal. *« Il a financé plus de 314 millions de dirhams émiratis (presque 48 milliards de francs CFA dans des secteurs prioritaires. Nous nous réjouissons de rester sur cette lancée et de soutenir les projets du Sénégal »*, a assuré M. Al Mansoori.



Le Premier ministre en visite aux installations de DP World

UN AVENANT SIGNÉ POUR ACCÉLÉRER LES TRAVAUX DU PORT DE NDAYANE

A partir de Abou Dhabi, le Chef du Gouvernement sénégalais et sa délégation se sont rendus à Dubaï, le jeudi 11 septembre, pour visiter les installations de DP World. Au cours de cette immersion, il a assisté à la signature d'un avenant entre ce géant mondial de l'exploitation portuaire et de la logistique, le ministère des Finances et du Budget et le Port autonome de Dakar. Cet accord, signé par le ministre Cheikh DIBA et le Directeur général Waly Diouf BODIAN, vise à renforcer le partenariat existant entre DP World et le Port autonome de Dakar, ainsi que le Port de Ndayane.

APRÈS SON PASSAGE À LA SOCIÉTÉ PORTUAIRE ÉMIRATIE, LE PREMIER MINISTRE OUSMANE SONKO A AUSSI VISITÉ LA SOCIÉTÉ TRANSWORD, QUI JOUIT DE 35 ANS D'EXPÉRIENCE DANS L'AVIATION ET PARTENAIRE DE LA COMPAGNIE AIR SÉNÉGAL.



LE PREMIER MINISTRE À LA RENCONTRE DES SÉNÉGALAIS ÉTABLIS AUX EMIRATS

A Dubaï, le Chef du Gouvernement a reçu la communauté sénégalaise établie aux Emirats arabes unis. Venus des sept pays que compose cette fédération des pays du Golfe, ces compatriotes ont eu droit à un exposé sur les mécanismes d'accompagnement de l'Etat ainsi que sur le Plan de redressement économique et social porté par le Premier ministre.

« Quand j'ai rencontré le Vice-président des Emirats arabes unis, il m'a montré un portrait représentant son pays il y a juste 100 ans. L'image est très loin de la situation de puissance actuelle du pays. Il se battent durement pour ne pas retourner en arrière. C'est cette prise de conscience et cette vision à long terme qu'il nous faut. Mais nous, nous sommes pressés. Or il nous faut construire un autre modèle de développement pour nous relever de 65 ans de retard économique et social. Il nous faut travailler pour produire de la richesse », a exhorté le Premier ministre dans une salle remplie de commerçants, cadres et entrepreneurs.

Il est, en outre, revenu sur le nouvel accord trouvé entre la firme DP World et l'Etat du Sénégal tout en rassurant les Sénégalais de l'extérieur de la volonté du Gouvernement de les accompagner dans leurs projets. *« Nous avons trouvé sur place le contrat entre DP World et l'Etat du Sénégal. Nous avons constaté qu'il n'était pas ficelé dans l'intérêt du pays. Depuis un an et demi, nous étions en train de renégocier avec nos partenaires de DP World. Finalement nous sommes tombés d'accord sur cet avenant. Sachez que nous ne privilégions pas du tout les investisseurs étrangers au détriment des Sénégalais.*

Au contraire, nous les mettons même en relation. Donc nous invitons la Diaspora à travailler avec les investisseurs qui souhaitent se lancer au Sénégal. Le Commerce est très important. Toutefois, intéressez-vous également à d'autres types d'investissements en collaborations avec ceux de l'étranger ».

Dans une logique panafricaniste, le Chef du Gouvernement dira ensuite que son rêve est de faire émerger des puissances africaines. *« On est exclu de tout. On ne siège pas là où les vraies décisions sont prises. On est des marginaux à l'Organisation mondiale du Commerce. En regroupant les pays de la CEDEAO qui nous fait presque 6 millions de mètres carrés pour 400 millions d'habitants, nous pourrons construire une puissance. Et il faut qu'on transcende nos divergences »*, a-t-il suggéré.



Babacar GNING, Directeur général FONSIS

«Le Sénégal sera un des hubs d'investissement des Emiratis en Afrique de l'Ouest »

Dans la délégation du Premier ministre, Babacar GNING, Directeur général du Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS) est revenu sur les points saillants de cette visite officielle aux Emirats arabes unis.

« Dans le contexte particulier de la mise en œuvre de la Vision 2050, cette visite du Premier vise à renforcer le partenariat stratégique entre les deux pays et attirer surtout des capitaux émiratis au Sénégal. Beaucoup de réunions de travail se sont tenues avec des Fonds d'investissement émiratis mais également avec des entreprises émiraties qui sont des multinationales. A l'issue des discussions, les Emiratis ont manifesté de l'intérêt pour investir au Sénégal dans des secteurs alignés aux priorités stratégiques de la Vision 2050 à savoir l'Agro-business.

Il y a aussi la transformation agricole et les fermes intensives. C'est également le cas des infrastructures avec la construction du Port. En plus du secteur numérique dans lequel les Emiratis sont bien positionnées. Et enfin sur le secteur du développement urbain par la construction de villes nouvelles et de quartiers immobiliers orientés vers l'avenir. Il y a toutes les raisons de croire qu'à très court terme, le Sénégal sera un des hubs d'investissement des Emiratis en Afrique de l'Ouest. Le rôle du FONSIS dans cette dynamique c'est d'accompagner ces investisseurs en co-investissant avec eux à travers les joint-ventures afin que le secteur privé sénégalais puisse avoir une part dans ces projets stratégiques qui vont faire le visage du Sénégal de demain ».



Waly Diouf BODIAN, Directeur général Port autonome de Dakar

« Il est extrêmement important que nous puissions avoir un Port qui répond aux standards internationaux »

« Au Sénégal, le plus grand projet en cours, économiquement, est la construction du Port de Ndayane. Un projet qui va toucher au bas mot les 700 milliards CFA. Il constitue l'avenir portuaire du Sénégal. Cet avenant permet de prendre en compte ce que nous appelons les Infrastructures maritimes communes (IMC). Et à partir de la signature de cet avenant, nous avons dégagé le chemin pour que les financements puissent être faits à leur niveau. Donc c'est extrêmement important parce que le temps joue contre nous. En termes prévisionnel, le Port de Ndayane devra être opérationnel à partir de 2028. Chaque jour ou mois perdu va nous éloigner de cette échéance.

A Dakar, nous avons entre 13 et 14 mètres de tirants. A Ndayane nous serons entre 18 et 20 mètres. Donc déjà on fera la différence en termes de capacité nautique mais aussi en termes de dégagement en évitant la congestion que nous risquons à chaque fois. Puisque Dakar ne respire pas car vous avez 2000 camions par jour à l'entrée et à la sortie. Plus on augmente le trafic, plus nous prenons un risque sur la congestion. Pour la Vision 2050, il est extrêmement important que nous puissions avoir un Port qui répond aux standards internationaux. Le développement du Sénégal passera nécessairement par le Port de Ndayane ».



Alassane DIOP, directeur Zone Afrique de l'Ouest DP World

« Nous avons réalisé 40% du dragage »

Directeur Zone Afrique de l'Ouest DP World, Alassane DIOP a exposé, devant le Premier ministre, les enjeux de cet avenant visant l'accélération et la finalisation des travaux du Port de Ndayane.

« Le business modèle de DP World qui est à Jebel Ali est le même qu'on est en train d'appliquer à Dakar avec le Port de Ndayane, la Zone économique de Ndayane et l'aéroport Blaise Diagne de Dakar. Qu'elle est l'enjeu ? Dakar avait, en 2007, 80% du trafic malien. Aujourd'hui on est à 67%. Et si on ne réalisait pas Ndayane en urgence, ce chiffre baisserait et on ne le rattraperait plus jamais. C'est pourquoi Ndayane est quelque chose qu'il faut faire sans tarder. Et Monsieur le Premier ministre, je puis vous dire que nous sommes en avance sur le projet. Parce que nous avons réalisé 40% du dragage alors que nous ne devrions être qu'à 20% de dragage ».

EN ITALIE

PRÉSENTATION DU PLAN DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL A LA DIASPORA



RETOUR SUR LA VISITE DU PREMIER MINISTRE AUX EMIRATS ARABES UNIS ET LA PRÉSENTATION DU PRES LA DIASPORA À MILAN (ITALIE)



DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET REDDITION DES COMPTES

« Nous travaillons sans relâche à développer ce pays à travers le Plan de redressement économique et social. Seulement nous l'avons trouvé dans une situation critique. Beaucoup de pays traversent une situation similaire. Cependant notre cas est très rude. Aujourd'hui certains estiment qu'une dette cachée au Peuple peut être qualifiée de dette odieuse qui ne doit pas être remboursée. Car elle heurte l'entendement et est contraire à la morale. Malgré qu'elle engage l'ensemble des Sénégalais, elle n'a pas été approuvée par l'Assemblée nationale et n'a pas servi les intérêts du Sénégal.

Sur instruction du Président de la République, nous avons exposé cette situation au monde entier. Même si d'autres tentent de faire en sorte que cette situation soit oubliée. Or il s'agit là d'un crime financier qu'on ne doit jamais oublier. Je n'ose pas donc demander aux Sénégalais de se serrer la ceinture puis de classer sans suite cette affaire. Il ne faut plus jamais qu'une personne détourne le bien public à son profit. Justice sera faite ! Et les choses ont commencé avec le traitement des rapports de la Cour des comptes par le Pool judiciaire financier. En tant que Premier ministre, moi-même je rendrai compte une fois la fin de mes fonctions. C'est un impératif de développement.

Nous avons pris la responsabilité de tirer tous les profits possibles des partenariats avec les pays du Golfe et d'Asie

Toutefois, nous avons été élus pour apporter des solutions face à cette situation. Nous sommes en train d'y travailler en accord avec le FMI. Je viens des Emirats arabe unis. Le Président de la République m'a aussi confié tout ce qui relève des partenariats avec les pays du Golfe et de l'Asie. Je suis convaincu qu'au regard de la géostratégie, l'économie mondiale se déplace vers cet axe. C'est devenu le centre de gravité mondial en matière d'économie et de puissance. C'est pourquoi, avec l'accompagnement du Président de la République, mon Gouvernement et moi avons pris la responsabilité de tirer tous les profits possibles de ces régions du monde. Et ce sont des initiatives prometteuses. Déjà rien qu'avec les projets ficelés avec les Émirats arabes unis, une bonne partie de nos problèmes peut être résolue. C'est la même chose avec le Japon, la Chine et la Turquie.

3 ans pour restructurer nos Finances publiques, rééquilibrer notre budget et réduire notre déficit

Nous comptons réaliser le Plan de redressement économique avec 90% de nos efforts intérieurs. Les 10% pourront provenir du marché local. Nous ne demandons aux Sénégalais que 3 ans d'efforts pour restructurer nos Finances publiques, rééquilibrer notre budget et réduire notre déficit jusqu'à 3 . Et l'effort réclamé va commencer par la réduction du train de vie de l'État. Nous avons trouvé un déficit de 11 . En 2028, au plus tard, nous allons le ramener à 3 . Le Plan de redressement va nous permettre de se départir de la dépendance extérieure. Sur ce, nous avons proposé un certain nombre de lois devant être adoptées à l'Assemblée nationale. Parce qu'on peut demander au contribuable des efforts non contraignants comme sur les jeux de hasard et certains types de transfert d'argent.

L'appel à la Diaspora pour le financement du PRES



La Diaspora a transféré au Sénégal 2 366 milliards en 2023. Et 75% de ce montant provient de l'Europe. Je ne doute pas que l'émigré se trouve aussi dans des difficultés. Je connais et comprend le sens élevé du patriotisme de la Diaspora pour accepter d'accompagner le PRES et davantage le développement du Sénégal. Dans le cadre des appels publics à l'épargne, que ça soit "Diaspora bond" ou "Patriot bond", vous pouvez investir par placement et recevoir des intérêts. Il s'agit de contribuer au développement de son pays tout en lui permettant d'avoir une autonomie par rapport aux financements étrangers. Donc nous voulons que la Diaspora soit au-devant des différentes plateformes que nous comptons mettre en place dans le cadre du redressement. D'ailleurs si on prend l'exemple de l'Italie, c'est sa Diaspora d'alors établie aux Etats-Unis qui a grandement contribué à son développement. La Turquie aussi s'était appuyée sur sa Diaspora en Allemagne.

Donc nous attendons que vous investissiez dans votre pays. Nous avons également entendu vos doléances et préoccupations notamment l'accès au service public. Nous allons prendre des mesures comme les guichets uniques pour mettre fin à ces blocages. Il y a aussi d'autres mécanismes qui vont être mis en place pour apporter des garanties sur le financement des projets. Cherchez aussi des partenaires dans votre pays de résidence et venez avec eux au Sénégal. Parce que les gens viennent de toute part entre la Chine, l'Europe et les pays Arabe. Je viens de recevoir 5 Groupes italiens qui veulent venir investir au Sénégal. Un d'entre eux a un projet agricole ayant démarré avec 150 millions d'Euro. Il a prévu de donner les 15% de l'actionnariat à des Sénégalais. La Diaspora italienne peut se positionner pour prendre ces dividendes et participer à la gestion.

Nous allons redresser, impulser et accélérer

Nous sommes à un moment historique de notre pays. Et c'est lorsqu'un pays fait face à des difficultés qu'on reconnaît la capacité de ses fils à faire le sursaut. Des pays sortis d'une période de guerre ont décollé en y tirant les enseignements. On cite souvent le cas du Rwanda. Certains pays ont traversé également une situation de famine pour transformer cette difficulté en opportunité. Le défis que nous lançons à tout le Peuple sénégalais c'est de transformer cette situation en opportunité pour développer le pays. C'est notre mission à tous. Discutons sur l'Économie, l'Agriculture, la Santé, l'Investissement, le Civisme et la Citoyenneté. Respectons l'ordre public et le bien public. Nous sommes dans une démocratie. Mais pour lutter contre les dérives, il faut appliquer les lois de manière stricte et impersonnelle.

Concentrons-nous sur l'essentiel et renouvelons le contrat social qui nous lie. Le nouveau contrat consiste à taire les querelles et à se réorganiser. Les Sénégalais ne nous ont pas élus pour qu'on se partage des postes et privilèges. Le **"Jub Jubeul Jubbanti"** va s'appliquer à nous mêmes. Et le défi est à notre portée. Malgré les difficultés héritées, je vous garantis que le Sénégal va s'en sortir. Nous allons redresser, impulser et accélérer ».



Cheikh DIBA, Ministre des Finances et Budget

« Les autorités ont tracé une nouvelle trajectoire pour les 25 prochaines années »

« La Diaspora est naturellement l'ambassadeur de la culture, de notre économie et de notre artisanat. Vous (Diaspora) avez été un vecteur essentiel de la transformation sociale du Sénégal à travers les transferts, déjà chiffrés en 2024 à 2211 milliards F CFA. C'est plus que le déficit budgétaire du Sénégal. Cela démontre votre importance dans la marche du pays. Aujourd'hui je vous invite à une autre dimension de contribution à l'édification nationale. Je vous invite à être des acteurs privilégiés de la transformation nationale. Car c'est le moment d'y aller avec le Gouvernement. Les audits réalisés au cours des six premiers mois de l'exercice mandaté ont montré la véritable situation du pays. Le déficit budgétaire était de l'ordre de 12% et le taux d'endettement avait atteint 118%.

Sur la base du contrat qui les lie avec le Peuple sénégalais, les autorités ont tracé une nouvelle trajectoire pour les 25 prochaines années. C'est l'Agenda national de transformation Vision 2050. Le Master plan consacre son implantation pour les 10 premières années. La Stratégie nationale de développement est la déclinaison quinquennale de cette Vision. Sur la base de ce travail, le ministère des Finances et du Budget a défini le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuel qui fixe, pour les 3 premières années, les modalités de financements de nos dépenses. Et pour régler aussi définitivement la problématique du besoin de financement de l'Etat.

Retour sur les temps forts des deux premiers APE

Le ministère des Finances et du Budget a travaillé donc sur un Plan de mobilisation des ressources de financement. Dans la mise en œuvre de ce Plan, nous avons lancé en premier un Appel public à l'épargne (APE) en collaboration avec une société de gestion et d'intermédiation reconnue.



Cet APE a connu un succès formidable. On cherchait 150 milliards. On a pu mobiliser 420 milliards. En juin, nous avions lancé un 2e APE avec une autre société de gestion et d'intermédiation, qui accompagne nos services dans la mobilisation de l'épargne de nos concitoyens. On recherchait 300 milliards. On s'est retrouvé avec un taux de recouvrement au-delà de nos objectifs.

Le "Diaspora bond" dans le 3e Appel public à l'épargne, le 18 septembre prochain

Le 3e APE va être lancé ce 18 septembre. Conformément aux orientations du Président de la République et de son Premier ministre, cette fois-ci l'innovation consiste à réserver un volet au bond citoyen et patriotique. Et dans ce volet, nous allons lancer les "Diaspora bond". On va inviter la Diaspora sénégalaise, à travers le monde, à participer au financement de nos besoins.

Après 18 mois de gestion, nous avons démontré que nous sommes capables de le réussir.

Mais nous l'avons fait sans la Diaspora. Elle doit être l'escapade pour nous. Ce qui est prévu c'est 4 instruments qui seront lancés à partir du 18 septembre. Ce sera les emprunts obligataires sur **3 ans avec un taux de 6.40% de rémunération, sur 5 ans avec un taux de 6.5%, sur 7 ans avec un taux de 6.75% et sur 10 ans avec un taux de 6.95%.** Un appel public à l'épargne est un mode de financement stable et sécurisé. Ce financement représente les ressources à côté de la mobilisation des recettes devant rembourser une partie de la dette mais aussi à financer les projets structurants de l'Agenda national de Transformation ».



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
PRIMATURE

BIC-GOUV

BUREAU D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

CONTACT PRESSE :
contact@bic.gouv.sn